18.4 Construction

En 2014, l'activité dans la construction, mesurée par l'évolution de la valeur ajoutée, continue de baisser (– 3,6 %, après + 0,1 % en 2013). L'emploi en équivalent-temps plein (EQTP) s'inscrit de nouveau en recul : – 33 000 postes (– 1,8 %) après – 23 000 EQTP en 2013 et – 97 000 EQTP depuis 2009. L'investissement en construction se replie en effet de 3,4 %, du fait de la chute de l'investissement des ménages en logements (– 6,1 %) et de celui des administrations publiques en bâtiments et travaux publics (– 7,7 %); en revanche, l'investissement des entreprises en construction continue de progresser (+ 3,0 %).

En 2014, les autorisations de construire, nettes des annulations, baissent pour la troisième année consécutive (-8,4 %). Les mises en chantier diminuent également (– 11,7 %). Le nombre de logements terminés connaît, lui aussi, une évolution similaire (-5,3 %). Il s'élève à 412 000 unités après 435 000 en 2013. La construction individuelle (logements individuels terminés) décroît fortement (- 11,6 %). Cette baisse concerne à la fois l'individuel pur et l'individuel groupé. Le nombre de maisons individuelles (individuel pur) terminées s'élève à 124 700 unités contre 144 800 en 2013, soit une diminution de 13,9 %. Il se situe donc à un niveau très en dessous de celui des années 2000, proche des 160 000 maisons individuelles terminées par an et en dessous du creux de 2010. À l'inverse, le nombre de logements collectifs et en résidence terminés reste en légère augmentation en 2014 (+ 0,2 %) pour s'établir à 232 400 unités. Cette hausse s'explique exclusivement par celle des logements collectifs (+ 0,7 %).

En 2014, 91 992 logements neufs (appartements et maisons individuelles) sont mis sur le marché par des promoteurs immobiliers, soit 11,4 % de moins qu'en 2013. Fin 2014, l'encours de logements proposés à la vente atteint 104 527 unités. Il est supérieur de 0,4 % à celui de fin décembre 2013. En un an, le délai moven d'écoulement reste stable à 14 mois pour le collectif et passe de 16 mois à 17 mois pour l'individuel. Le prix moyen au mètre carré des appartements se stabilise : il atteint 3 862 euros. Le prix moyen des maisons est proche lui aussi du niveau de 2013 : il s'établit à 252 600 euros. Le nombre de ventes annuelles s'élève à 86 606 logements, soit 3 % de moins qu'en 2013. Les ventes concernent 79 262 appartements (-1,5%) et 7 344 maisons individuelles (- 16,8 %).

En 2013, les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élèvent à 26,4 millions de mètres carrés en surface de plancher. Ce chiffre est en repli de 2,9 % par rapport à celui constaté pour l'année 2012. À l'exception de l'hébergement hôtelier tous les secteurs sont orientés à la baisse par rapport à 2012.

Entre 2013 et 2014, la production moyenne dans le secteur de la construction augmente de 3 % dans l'UE et de 2 % dans la zone euro. ■

Définitions

Autorisations de construire (ou logement autorisé) : décision administrative prise par une autorité publique compétente à cet égard, et ayant pour objet d'autoriser la construction d'un logement ou d'un local non résidentiel.

Construction : l'activité de construction comprend l'édification, l'extension, la démolition, la restructuration, l'entretien et la rénovation de bâtiments à usage résidentiel ou à usage non-résidentiel. Le périmètre de la construction est élargi à la promotion immobilière (auparavant classée dans les services immobiliers) depuis le passage en nouvelle nomenclature NAF rév.2.

Mise en chantier : une construction est considérée comme mise en chantier (ou commencée) après réception de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) envoyée par le pétitionnaire (ou maître d'ouvrage).

Construction individuelle ou collective, emploi en équivalent-temps plein, emploi intérieur, logement, permis de construire, prix des logements, Sit@del2 : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », Insee Références, édition 2015.
- « Le compte du logement, édition 2014 », SOeS, février 2015.
- « La production dans le secteur de la construction en baisse de 0,8 % dans la zone euro », communiqué de presse n° 31, Eurostat, février 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

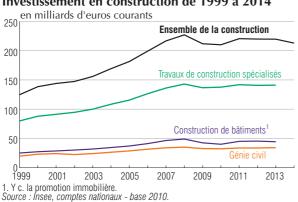
Équilibre ressources emplois de la construction

	2013 (r)	14/13		2014
	en Mds d'euros	en volume en %	en prix en %	en Mds d'euros
Ressources	304,4	- 2,2	0,8	300,1
Production au prix de base	280,3	-2,1	0,5	275,7
TVA	22,6	-2,9	4,3	22,9
Autres impôts sur production	1,5	2,0	2,1	1,5
Emplois				
Investissement	219,7	-3,4	0,4	212,9
dont : sociétés non financières	67,6	3,0	0,2	69,8
adm. publiques	52,6	- 7,7	-0.5	48,3
ménages	90,5	-6,1	1,0	85,9
Consommation finale	17,3	-1,0	3,8	17,7
Consommations intermédiaires	67,3	2,0	1,0	69,3
Variations de stock	0,2	n.s.	n.s.	0,1

Note: la construction comprend la promotion immobilière.

Source: Insee, comptes nationaux - base 2010.

Investissement en construction de 1999 à 2014



Emploi intérieur total dans la construction de 1950 à 2014



Locaux commencés de bâtiments non résidentiels

en millions de m²

	2000	2010	2012	2013
Hébergement hôtelier	0,4	0,7	0,6	0,6
Bureaux	3,8	2,8	3,4	3,1
Commerce et artisanat	3,9	4,5	4,3	4,2
Industrie et entrepôts	12,9	5,9	5,9	6,0
Exploitations agricoles	11,8	8,8	7,2	6,9
Service public	6,6	5,8	5,8	5,6
Total	39,3	28,6	27,2	26,4

Note : estimations en date réelle fin octobre 2015

Source: SOeS.

Logements mis en chantier

en milliers

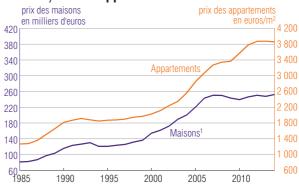
	2000	2005	2014	14/13 en %
Logements individuels	211,5	253,3	143,7	- 19,1
Logements collectifs ¹	126,2	211,7	211,0	- 2,7
Total	337,7	465,0	354,7	- 10,1

1. Y c. les logements en résidence (résidence pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.).

Note : estimations en date réelle fin juillet 2015.

Source: SOeS.

Prix moyens des appartements et maisons neufs



1. Maisons individuelles commercialisées par des promoteurs.

Champ : France métropolitaine. Source : SOeS.

Permis de construire de bâtiments résidentiels dans I'UE indice base 100 en 2010

	2000 (r)	2005 (r)	2013 (r)	2014
Allemagne	187,8	130,2	140,7	145,6
Autriche		94,7	119,9	124,9
Belgique	84,1	117,6	99,0	106,2
Bulgarie	39,3	256,3	95,7	123,5
Chypre	42,5	131,2	28,9	20,0
Croatie	91,4	175,3	57,5	58,4
Danemark	109,5	232,3	69,6	97,4
Espagne	480,5	659,6	34,1	36,4
Estonie	41,7	354,6	118,1	152,7
Finlande	112,7	136,4	67,5	57,3
France	82,1	115,9	88,2	78,7
Grèce	179,2	424,9	17,2	14,0
Hongrie	237,6	287,4	41,8	54,5
Irlande	493,8	537,7	39,0	40,1
Italie	154,5	233,3	44,8	
Lettonie		360,9	151,1	85,8
Lituanie	45,6	141,0	143,5	138,9
Luxembourg	90,9	126,8	99,8	160,1
Malte	89,3	204,3	60,9	66,1
Pays-Bas	128,7	136,5	42,9	64,5
Pologne	87,9	70,2	79,6	90,7
Portugal	481,3	294,7	30,6	28,7
Rép. tchèque	106,0	141,8	77,6	84,5
Roumanie	74,6	103,2	89,5	89,3
Royaume-Uni	144,4	173,5	114,4	129,6
Slovaquie		120,8	91,1	98,9
Slovénie	103,1	148,1	65,8	55,6
Suède	58,9	113,1	111,6	131,1
UE	181,9	229,7	81,2	85,2

Note : données brutes estimées.

Champ: bâtiments résidentiels, sauf bâtiments pour collectivités.

Source: Eurostat.